



# LA SEMAINE ECONOMIQUE EN BREF

No: 60-01/16 Janvier 2016

UN APERÇU SYNTHETISÉ DE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE REALISÉ PAR LA  
DIRECTION DES ETUDES, DE L'INFORMATION ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DEIPE)  
REDACTION: SERVICE DES ETUDES, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA VEILLE ECONOMIQUES

## SOMMAIRE :

### • A LA UNE

ECHANGES COMMERCIAUX : LE DOLLAR S'APPRECIE

### • EN BREF

PASSATION DES MARCHES PUBLICS EN LIGNE : LE SYSTÈME TECHNIQUEMENT OPERATIONNEL

BOISSONS GAZEUSES : LES PRIX DES TOP BAISSENT

INTEGRATION FINANCIERE : UNE CARTE BANCAIRE COMMUNE AUX PAYS DE LA CEMAC

LA PRODUCTION CAFEIERE EN CHUTE LIBRE

AVICULTURE : DE MEILLEURES PERSPECTIVES EN 2016

WARAK : CONSTRUCTION D'UN BARRAGE HYDROELECTRIQUE

PRODUCTION DU JUS DE MANGUE : UNE USINE A CONSTRUIRE DANS L'ADAMAOUA

ENTRETIEN ROUTIER : PRES DE 100 CONTRATS A RESILIER

FINANCE : UN LOGICIEL POUR AMELIORER LES PERFORMANCES DES ENTREPRISES

MESSAGERIE ET TRANSFERT D'ARGENT : 220 OPERATEURS ILLEGAUX

CDC : L'ETAT DEVIENT L'UNIQUE ACTIONNAIRE

## ECHANGES COMMERCIAUX : LE DOLLAR S'APPRECIE

Les échanges commerciaux sont fortement impactés par une appréciation inhabituelle de la devise américaine. Après avoir connu des niveaux historiquement bas jusqu'en 2011, le dollar s'est considérablement apprécié au cours des 20 derniers mois. Au 30 juin 2014, 1 USD valait 480,69 FCFA. Au 24 août 2015, 1 USD valait 566,37 FCFA ; depuis 2016, il se situe au dessus de 600 FCFA, soit une évolution d'environ 20%.

### LES CAUSES

La vigueur du dollar est liée à de multiples facteurs, le plus évident d'entre eux étant le décalage critique entre les différentes politiques monétaires des différentes banques centrales. En effet, l'économie américaine s'est renforcée et la Reserve fédérale a commencé à préparer le terrain pour relever les taux d'intérêt. Parallèlement à cela, une croissance assez faible combinée à des risques de déflation a incité les autorités monétaires de la zone euro et du Japon à assouplir leur politique monétaire. En conséquence, l'écart entre les taux d'intérêt du marché américain et ceux de la zone euro et du Japon s'est creusé.

### IMPACTS

La force actuelle du dollar n'est pas sans conséquences. Ses impacts diffèrent selon les pays et sont aussi bien positifs que négatifs en termes de croissance économique, de pouvoir d'achat ou encore de balance import-export.

### Etats-Unis

L'appréciation du dollar semble avoir freiné la croissance économique avec le recul à la fois des exportations et des investissements. On pourrait aussi observer une certaine tendance à la baisse pour l'inflation américaine, même si elle assez limitée.

### Union Européenne

La hausse du dollar est essentiellement positive, car elle donne un coup de pouce aux exportations. Par ailleurs, même si on observe une légère hausse des prix à l'import, cet effet est compensé par l'effondrement des prix du pétrole.

### Pays émergents

Ils représentent le groupe de pays ayant le moins à gagner d'une hausse du dollar. Les facteurs de risque auxquels ils devront faire face sont multiples : le stock de la dette extérieure, les flux de capitaux et taux d'intérêt, les prix des matières premières, la détérioration de la balance extérieure et le surendettement.

### Economies africaines

Etant donné que plusieurs pays africains utilisent la valeur de l'euro pour déterminer la valeur de leur monnaie, l'appréciation du dollar aura les mêmes conséquences que dans la zone euro. Ainsi, elle va booster les exportations et renchérir les importations. Toutefois, la baisse des cours des matières premières brutes libellées pour la plupart en euro pourrait grever les bénéfices de cette politique monétaire menée ailleurs. Cette situation souligne l'importance de diversifier les rela-

## EN BREF

### PASSATION DES MARCHES PUBLICS EN LIGNE : LE SYSTÈME TECHNIQUEMENT OPERATIONNEL

L'annonce a été faite par le Ministre chargé des Marchés publics le 21/01/2016 au cours de la conférence annuelle des responsables des services centraux et déconcentrés de ce ministère. La passation des marchés publics en ligne est désormais techniquement possible. Seulement, il est resté à peaufiner la partie juridique de ce système qui va « permettre la transparence et la réduction de la corruption dans le domaine de passation des marchés ». A cet effet, les soumissions se feront en ligne, tout comme les appels d'offres y seront lancés.

### CONSUMMATION : LES PRIX DES TOP BAISSENT

Le ministre du Commerce a l'honneur de porter à la connaissance du grand public qu'à compter du 25/01/2016, la grille tarifaire des boissons gazeuses de marque TOP de la société des Brasseries du Cameroun est modifiée ainsi qu'il suit :

- bouteille plastique de 1,5L : 900f au lieu de 1000f ;
- bouteille plastique de 1,25 litre : 750f au lieu de 800f ;
- bouteille plastique de 1 litre : 500f au lieu de 600f ;
- bouteille plastique de 0,35cl : 250f au lieu de 300f ;
- grand modèle verre consigné : 375f au lieu de 400f.

### INTEGRATION FINANCIERE : UNE CARTE BANCAIRE COMMUNE AUX PAYS DE LA CEMAC

Le Groupement interbancaire monétique de l'Afrique centrale (Gimac) procédera, le 29/01/2016 à Yaoundé, au lancement officiel de la « carte GIMAC » qui permettra d'effectuer des opérations de retrait d'argent et des paiements sur les terminaux électroniques dans les six pays de la CEMAC. L'information été révélée par le Directeur général de l'institution. Selon ce dernier, la carte bancaire communautaire est une réalité depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2015 et 250 000 cartes ont été commandées à fin décembre 2015 par les banques déjà certifiées.



## LA PRODUCTION CAFEIERE EN CHUTE LIBRE

Après les 32 800 tonnes lors de la campagne 2013-2014 qui semblaient mettre un terme aux contreperformances des saisons précédentes, la quantité de café commercialisée sur l'ensemble de la campagne 2014-2015 est estimée à 23 865 tonnes, soit une baisse de 27%. Cette performance dément sérieusement les prévisions de l'interprofession du café et du café qui tablaient sur une production de 40 000 tonnes cette saison. Entre autres causes, la rareté des intrants, le vieillissement des plantations, la désaffection prononcée des producteurs, la vétusté des usines de décorticage à défaut de leur absence totale, le manque de financements. A ce rythme, le Cameroun ne pourra pas atteindre la production de 160 000 tonnes de café qu'il envisage à l'horizon 2020, malgré la création annoncée pour les trois prochaines années de 1800 hectares de cafés dans les régions du Littoral, de l'Est et de l'Ouest.

## AVICULTURE : DE MEILLEURES PERSPECTIVES EN 2016

Les membres de l'Interprofession avicole du Cameroun (Ipavic) devraient produire au total 50 millions de poulets au cours de l'année 2016, contre 45 millions en 2015, prévoit le président de ce regroupement corporatiste. Comme élément principal motivant cette prévision, le coût actuel du kilogramme de maïs (160 FCFA contre 200 FCFA un an plus tôt) devrait encourager les fermiers à produire plus. 2016 devrait donc être une année plus reluisante pour les aviculteurs camerounais que l'année 2015 au terme de laquelle l'interprofession annonce des pertes colossales du fait de l'importation des poulets congelés sur le marché camerounais.

## WARAK : CONSTRUCTION D'UN BARRAGE HYDROELECTRIQUE

L'International and Commercial Bank of China vient d'accorder un prêt d'un montant de 182 milliards FCFA au gouvernement camerounais pour financer le projet de construction d'un barrage hydroélectrique d'une capacité de production de 75MW sur le fleuve Bini à Warak, situé dans la région de l'Adamaoua. Selon les détails communiqués par le ministère de l'Energie, en plus du barrage lui-même, ce projet intègre également la construction de lignes d'évacuation d'énergie (70Km pour 225kv) et d'électrification rurale ainsi que la réhabilita-

tion et la construction des voies d'accès au site.

## PRODUCTION DU JUS DE MANGUE : UNE USINE A CONSTRUIRE DANS L'ADAMAOUA

La construction de l'usine de transformation de jus de mangue de Mangoli vers Nyambaka dans la Vina, la mise en route des travaux de construction du barrage de Bini à Warak, la construction des forages, l'entretien des ponts routiers sont les projets qui seront exécutés en 2016 dans la région de l'Adamaoua. Ils ont été dévoilés jeudi 14 janvier 2016 au cours du lancement de l'exécution du budget 2016. L'Adamaoua dispose d'une enveloppe de 44 milliards F consacrés au BIP dont 5 milliards pour le fonds de gestion régionale et 8 milliards pour le fonctionnement des administrations publiques installées dans la région.

## ENTRETIEN ROUTIER : PRES DE 100 CONTRATS A RESILIER

Au 31 décembre 2015, le ministère des travaux publics a dénombré 406 contrats d'entretien routier actifs sur l'ensemble du territoire national. A l'analyse, près de 100 contrats n'ont véritablement plus de raison d'être. Ces 100 contrats constituent 5 800 km de route, soit la moitié du réseau domestique à l'entretien. A cet effet, le ministre en charge de ce département ministériel a réuni le 18 janvier 2016 à Yaoundé les 30 entreprises adjudicataires des contrats d'entretien routier à problèmes. Durant deux jours, les entreprises invitées vont s'expliquer sur les difficultés rencontrées. Au bout de l'exercice, des opérations de mise à niveau seront engagées. D'autres feront l'objet d'une inspection. Il est à noter que les travaux d'entretien routier sont financés par les ressources du Fonds routier. Pour l'exercice 2016, le budget entretien porte sur un montant global de 89,5 milliards F.

## FINANCE : UN LOGICIEL POUR AMELIORER LES PERFORMANCES DES ENTREPRISES

Comfar 3 est un logiciel développé pour faciliter l'analyse des projets d'investissement, effectuer les analyses économiques, analyser les investissements nécessaires tant pour les nouveaux projets que pour l'expansion ou la modernisation d'entreprises en activité. C'est à la connaissance et à une bonne maîtrise de ce logiciel que des chefs d'entreprises sont entraînés d'être formés depuis le 18 janvier 2016 à Douala. Ce logiciel permettra le calcul rapide des états financiers nécessaires à l'évaluation financière et économique des projets d'investisse-

ment. Il pourra aussi permettre de monter des projets de qualité afin de bénéficier des financements bancaires. Enfin, il est utilisé pour réaliser des études de faisabilité et monter de bons business plans. Le logiciel pourra également être utile aux institutions.

## MESSAGERIE ET TRANSFERT D'ARGENT : 220 OPERATEURS ILLEGAUX

Selon les estimations du ministère des Postes et Télécoms, plus de 220 opérateurs exerçant les activités de messagerie et de transfert d'argent sur le territoire national sont hors-la-loi. «*Cela nuit à la qualité de service pour le consommateur et porte atteinte aux intérêts de l'Etat*», a indiqué la ministre des Postes et Télécoms, au cours d'une réunion de concertation organisée le 13 janvier 2016 à Yaoundé, en vue de l'assainissement de ce secteur. A la vérité, en dehors de Campost, l'opérateur postal public, la quasi-totalité des entreprises de messagerie et de transfert d'argent n'ont pas encore satisfait aux exigences de la réglementation en vigueur en la matière. Même si de nombreux opérateurs ont effectivement déposé des dossiers auprès des services compétents du ministère des Postes et Télécoms, seulement 13 d'entre eux auraient déjà reçu des «*autorisations provisoires*».

## CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION : L'ETAT DEVIENT L'UNIQUE ACTIONNAIRE

La Cameroon Development Corporation (CDC), 2ème employeur du Cameroun avec ses 22 000 ouvriers et cadres, est désormais contrôlée à 100% par l'Etat camerounais, qui en devient ainsi l'unique actionnaire. C'est ce qu'indique un décret présidentiel rendu public le 20 janvier 2016. Le texte présidentiel étend également l'objet social de l'entreprise jusqu'ici essentiellement agro-industrielle à des activités agropastorales, ouvrant ainsi la voie à la diversification des activités de la CDC, qui pourrait bientôt s'engouffrer dans cette brèche pour faire face à la baisse continue des cours de certains de ses produits (notamment l'hévéa et l'huile de palme) à l'international. Dans le même temps, à la faveur de son nouveau statut, la CDC devient un véhicule d'investissement de l'Etat, puisque l'entreprise est désormais autorisée à prendre des participations au sein d'autres entreprises actives dans les secteurs relevant de son objet social, et à créer des filiales pour développer d'autres activités toujours dans le strict respect de son objet social.

### SOURCES:

ACTIVITE COMMERCIALE AU CAMEROUN : CE QUI VA CHANGER Cameroon Tribune N° 11005/7204 du 05/01/2016  
 PASSATION DES MARCHES PUBLICS EN LIGNE : LE SYSTEME TECHNIQUEMENT OPERATIONNEL Cameroon Tribune N°11018/7217 du 22/01/2016  
 BOISSONS GAZEUSES : LES PRIX DES TOP BAISSENT Cameroon Tribune N°11018/7217 du 22/01/2016  
 INTEGRATION FINANCIERE : UNE CARTE BANCAIRE COMMUNE AUX PAYS DE LA CEMAC Le Messenger N°4497 du 20/01/2016  
 LA PRODUCTION CAFEIERE EN CHUTE LIBRE Mutations N°4068 du 21/01/2016  
 AVICULTURE : DE MEILLEURES PERSPECTIVES EN 2016 Mutations N°4068 du 21/01/2016  
 WARAK : CONSTRUCTION D'UN BARRAGE HYDROELECTRIQUE Le messenger N°4497 du 20/01/2016  
 PRODUCTION DU JUS DE MANGUE : UNE USINE A CONSTRUIRE DANS L'ADAMAOUA Cameroon Tribune N°11015/7214 du 19/01/2016  
 ENTRETIEN ROUTIER : PRES DE 100 CONTRATS A RESILIER Cameroon Tribune N°11015/7214 du 19/01/2016  
 FINANCE : UN LOGICIEL POUR AMELIORER LES PERFORMANCES DES ENTREPRISES Mutations N°4066 du 19/01/2016  
 MESSAGERIE ET TRANSFERT D'ARGENT : 220 OPERATEURS ILLEGAUX www.investiraucameroun.com  
 CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION : L'ETAT DEVIENT L'UNIQUE ACTIONNAIRE

